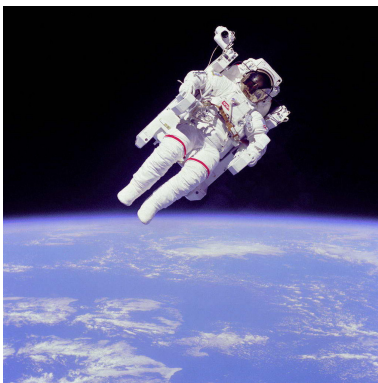


<https://collectiflieuxcommuns.fr/?Tarnac-retour-sur-un-aveuglement>



Â« Tarnac Â» : retour sur un aveuglement politique

- Documents extérieurs - Idéologies, mythes et fausses subversions - Le gauchisme radical-chic -



Date de mise en ligne : dimanche 26 juillet 2009

Copyright © Lieux Communs - Tous droits réservés

Texte issu des camarades de [la Guerre de la Liberté](#)

Retour sur un aveuglement politique. L'affaire dite « de Tarnac »

https://collectiflieuxcommuns.fr/index.php?action=image_responsive&img=local/cache-vignettes/L64xH64/pdf-b8aed.svg&taille=64&1639929060

Tarnac:RetourSurUnAveuglement [Télécharger \(156.2 ko\)](#)

Avant-propos

Depuis longtemps déjà, le collectif signataire de ce texte s'oppose, sans concession, aux vues politiques que partagent les prévenus de l'affaire dite « de Tarnac ». Personne ne peut nier que la qualification de terrorisme retenue contre ces derniers est aussi scandaleuse qu'absurde. Ceux qui connaissent toutefois nos positions, ne s'étonneront pas que l'idolâtrie soudaine qui entoure les théories issues de cette nébuleuse nous semble condamnable, et ce, autant en raison d'une faiblesse critique évidente et d'un lyrisme parfois délirant, que de l'usage intéressé qu'en font les pouvoirs politiques et médiatiques. Cette distinction demeure fondamentale. Seuls les membres d'un Comité invisible maintenant exposé en pleine lumière, ainsi que l'automatisme du militantisme gauchiste trouveront la critique « sacrilège ».

Selon cette doxa, certaines positions développées ici apparaîtront tout sauf radicales. Précisément, notre collectif s'honore de n'avoir politiquement plus rien à voir avec les petits milieux que l'on considère comme radicaux, preuve éclatante même, pour certains, d'une « étrangeté révolutionnaire » plus que suspecte. Être porté par ces milieux au nombre des pestiférés ne nous dérange pas outre mesure, surtout quand cela vient masquer utilement chez eux la mort lente d'une « radicalité » où le nihilisme et le poids mort du passé restent les dernières forces actives. Mais ce qui demeure subversif coïncide rarement avec ce que la paresse, l'ignorance, et surtout l'État, désignent comme tels. L'affaire de Tarnac en est la démonstration.

La portée radicale des faits en cause est donc amplement surestimée par les subversifs et leurs incriminateurs. Ils y trouvent leur compte. Par ailleurs, il n'est jamais inutile de prévenir l'impatience légitime d'une jeunesse contre les impasses du nihilisme sacrificiel et des révoltes aveugles.

Pour le reste, rien, dans tout ce que l'on sait désormais de cette histoire, ne justifiera jamais le retour en prison des prévenus.

« Toutes choses sont engendrées par la discorde. »
Héraclite

« Recette : Prenez un petit serin, un peu agité, mais inoffensif.
Mettez-le en cage quelques mois, sans véritable motif.
Donnez toute l'audience possible aux piailleries du serin.
Quand la température est atteinte, libérez le.
... Attendez que les poussins libertaires reprennent en choeur les piailleries du petit
dégustez bien refroidi.

Sarko le Toqué. » (Ritournelle circulant sur le Net)

Avec la fin de l'incarcération préventive du principal inculpé, l'affaire dite de Tarnac peut apparaître maintenant pleinement pour ce qu'elle est dès le début : une vaste pantalonnade politique comme la République sait en produire chaque décennie.

La farce « des caténares sabotées » a toutefois ceci de remarquable que les premiers rôles, ont, avec brio, su tenir le ridicule que le scénario exigeait d'eux. L'État, sa police d'élite et sa justice, les inculpés et leurs bréviaires millénaristes, la servilité et l'ignorance journalistiques, les esthètes parisiens du verbe et les polisseurs de concept, tous, sans conteste, ont atteint des sommets de composition. Les réactions du parterre, enfin, ont montré que beaucoup semblaient avides de goûter aux camelotes idéologiques que les chauffeurs de salle, perchés sur leurs tréteaux, de gauche à droite, écoulaient par lots déstockés.

Contrairement aux apparences, il est donc loin d'être assuré que la morale politique de la pièce ait été pleinement comprise, autant par ceux qu'elle visait directement, que par ceux qui, suivant la cohue des nouveaux apôtres, nous engageant maintenant, avec insistance, à prendre position sur un cas rappelant le scandale des lettres de cachets, quand ce n'est pas celui des affaires Calas ou Dreyfus [1].

Avant toute autre considération, l'affaire est politique. Ce qui relèverait donc, au pire, de dégradations d'un strict point de vue judiciaire prend les allures d'un vaste complot terroriste du point de vue de l'exécutif [2]. La qualification des faits en actes « terroristes » est d'autant plus aisée que le pouvoir dispose, depuis 1996, d'un arsenal de « lois scélérates » lui permettant de métamorphoser les agissements de n'importe quels agneaux perdus en attaques de loups enrégés. Les raisons de cette mutation, il faut le souligner, n'ont jamais été cachées. Depuis plus d'une année, l'Intérieur communiquait sur les pratiques d'une étrange nébuleuse ayant signé des textes comme Appel ou L'Insurrection qui vient . Aussi, bien avant le sabotage des caténares, pour mieux signifier qu'on ne rigolait pas, on offrit à quelques protagonistes de cette mouvance de goûter au « confort » des geôles républicaines. Peu importe de savoir si notre Fouché en jupon n'a saisi précipitamment cette occasion que pour faire montre de zèle devant l'agité en chef et conserver son fauteuil menacé. Fort opportunément, Alain Bauer [3], en désignant L'Insurrection qui vient comme le condensé théorique d'un groupe prêt à passer à l'action terroriste, justifiait ses émoluments de mouchard moderne et, surtout, répondait aux choix d'une politique définie bien au-dessus de sa tête. Ces servilités policières, auxquelles se mêlent des règlements de comptes entre les différents services de renseignements liés à la fusion de la DST et des RG, ne sont pourtant que secondaires dans le retour annoncé, par presse interposée, de la terreur rouge.

Car, crise économique oblige, et suite aux grèves lycéennes des dernières années, notamment autour du CPE, le terroriste fondamentaliste, avec barbe et turban, sorti droit armé des caves de banlieues, n'était, à l'évidence, plus adapté à la situation. Dans la pantomime cent fois jouée du terrorisme social et politique, l'État dispose toutefois en coulisses de figures historiques interchangeable. Certes, le Parti communiste n'est plus en mesure de gérer les remous des masses prolétarisées ; son homologue trotskiste du NPA, à qui l'on déroule le tapis pour ses vertus démocratiques, peine toujours à occuper le poste. Reste que, à l'affiche, le péril rouge demeure attractif, surtout quand il s'agit de signifier aux amateurs éventuels que toute révolte, toute manifestation spontanée sortant des clous traditionnels de l'indignation militante, auront désormais les matraques de la police, le mépris des prétoires et les geôles de l'État comme interlocuteurs directs. Nombreux furent les naïfs qui, voyant l'État désigner aussi clairement l'ennemi, en conclurent à la forte teneur en subversion des écrits incriminés. Mais l'État n'a toujours pas la prescience orwellienne que beaucoup lui attribuent - après tout, il tape là où il peut -, et ce n'est sûrement pas la « mouvance autonome » qui constitue à ses yeux un danger réel. Le changement, ici, c'est que pour la première fois se trouvait placé sous un emballage littéraire et avant-gardiste, une partie des principes politiques plutôt sommaires que partage cette mouvance politique. Cet aspect formel, les divers éloges salonnards, une pente nihiliste se

présentant sous une forme rédemptrice, la foi blanquiste dans les vertus libératrices des coups insurrectionnels enfin, n'ont pas peu contribué au succès des ouvrages cités, particulièrement auprès d'une jeunesse universitaire et de certains membres de la classe moyenne en pleine détestation culturelle de leur milieu d'origine. Affirmer pour autant que ces ouvrages sont de nature à effrayer le pouvoir comme on ne l'aurait plus vu depuis longtemps tient de l'auto persuasion du sacristain [4]. L'État a beau être de temps à autre affecté par des crises de delirium sécuritaire, à ce jour il en joue plus qu'il ne les subit. Depuis plus de trente années, au nom d'une guerre préventive, c'est contre un ennemi absent - ce qui ne signifie pas qu'il soit fictif -, qu'il progresse sur le terrain des conflits. La construction de menaces terroristes vient précisément combler cette absence d'opposition sociale et politique conséquente afin, on n'est jamais trop prudent, d'en dissuader la venue. Aussi, en faisant éplucher par ses services L'Insurrection qui vient, ce n'est pas le cauchemar de sa proche disparition que l'Etat a pu entrevoir, mais l'aubaine d'un catalogue où se trouvaient recensés les éléments d'une menace fantasmatique qu'il aime, en temps voulu, agiter sur les écrans de la pacification ordinaire. Bref, l'État a fait ses courses ; et, à l'épicerie, sans qu'on en ait eu une conscience claire, il a été plutôt bien servi.

Gérer le chaos né de la misère est aussi une chose que l'on entend en haut parfaire sans que les rejetons de la classe moyenne ou supérieure ne viennent chercher dans les soulèvements de banlieue de quoi embellir un romantisme ouvert aux leçons pratiques. L'Insurrection qui vient qui se présente comme une déclaration de guerre au quadrillage policier, quadrillage indéniable, mais que le livre, avec toute la sagacité historique qui caractérise les écrits gauchistes, assimile ni plus ni moins à l'occupation nazie, a donc été exactement pris au mot par l'État. Peu enclin à goûter les artifices du lyrisme autour de la violence rédemptrice, ce dernier pouvait alors débiter son jeu de marionnettiste en espérant vendre, à peu de frais, du terrorisme nouveau.

« Qui veut souper avec le diable doit se munir d'une longue cuillère », nous prévient pourtant le dicton. Pour l'avoir ignoré, par naïveté, par surestimation des forces que produit toute idéologie, ou convaincu que la parousie était proche, les inculpés en éprouvent désormais les conséquences fâcheuses. La présence des principes idéologiques « d'invisibilité » et de « silence » qui obsèdent certains protagonistes de cette affaire - vestiges des tiqqounneries passées -, n'a, en rien arrangé les choses. Pour leurs auteurs, cette invisibilité et ce silence insistants procuraient des avantages littéraires et politiques non négligeables. En brassant large, et tout en ayant l'air de ne pas apposer un sceau de propriétaire sur tout ce qui, consciemment ou inconsciemment, travaillerait à saper ce monde, on répétait les gammes de l'avant-gardisme. On laissait croire également à la présence d'un vaste mouvement de contestation seulement soudé par ce qu'il désire abattre. Cette base idéologique confortait alors le flou et le trouble qu'affectionne l'État lorsque, à ses yeux, se profile le sentiment d'une menace. Car l'invention par l'État du complot terroriste, relayé par toute une technique et instruit par une longue expérience, s'accompagne toujours chez lui d'un autre thème, celui de l'ennemi caché.

À moins de croire aux vertus politiques du martyrologe, dès lors qu'on est désigné depuis plus d'un an par l'État comme ennemi potentiel et filé en conséquence, l'urgence est donc avant tout d'apparaître soi-même publiquement [5]. Cela impliquait de faire tomber, en pleine contre-attaque, l'armature idéologique et les notions « d'invisibilité » et de « silence » qui lui sont attachées... Chose faite aujourd'hui ; mais à l'initiative de l'État, des lampes torches de sa police et du fracas médiatique. La perte de la bataille médiatique est sans doute la seule chose que le pouvoir ait négligée un peu vite. Le règne du Bonaparte en talons hauts semble avoir une confiance assurée dans l'arbitraire policier et médiatique qu'il renforce un peu plus chaque jour. Reste que, politiquement, la possibilité d'opérer des blocages de réseaux n'a d'attraits que si l'on demeure convaincu de l'efficacité des mythes avant-gardistes, des coups d'éclats sans issues de « la propagande par le fait », ou, encore, de certaines interprétations naïves de Mai 68, selon lesquelles le départ d'un mouvement social d'ampleur dépendrait des mèches et de l'endroit bien choisi où les allumer.

En lisant L'Insurrection qui vient, ouvrage d'une vérité rigoureuse et catastrophique selon le principal inculpé, on s'aperçoit bien vite que tout continue à baigner en pleine tiqqounnerie. Certes, le langage est beaucoup moins abstrait et philosophique ; il entend coller au plus près des émeutes de banlieues et des faits d'armes de l'autonomie dans ses affrontements de rue avec la police pour les présenter comme la marque d'une guerre civile en cours. La mystique nihiliste de Jacob Franck [6] laisse la place au blanquisme : du couvent on passe à la caserne. Les idées qui parsèment l'ouvrage sont ainsi bien plus proches des thèmes classiques de l'extrême gauche ou du léninisme que de ce que la police, pour des raisons de marketing, et les journalistes, en toute ignorance, ont qualifié « d'ultragauche » [7]. Historiquement, l'ultragauche désigna l'opposition révolutionnaire et démocratique au léninisme et à sa vision absolutiste du parti démiurge. Parmi les courants les plus connus, on compte les conseillistes (Pannekoek, Korsch, Mattick), mais aussi, dans les années 50-60, en France, le groupe Socialisme ou Barbarie (Castoriadis et Lefort), ainsi que l'Internationale situationniste. Sous la plume envoûtante du principal mis en examen, l'activité de ces groupes se ramènerait au délasement d'érudits ne sachant produire que des « inoffensifs volumes de marxologie » [8]. La confrontation directe avec le pouvoir semble procurer de puissantes émotions ; mais, comme l'évoquait en son temps Machiavel à propos de Savonarole, il est plutôt normal de rehausser ses prêches avec des couleurs vives. On peut aussi croire, selon une idée propre au romantisme et aux avant-gardes d'une fusion de l'art et de la vie, que si l'on a été placé en détention, c'est précisément en raison d'une existence exemplaire n'ayant que mépris légitime pour les activités séparées de la production intellectuelle. Il est vrai que la plupart des auteurs cités plus haut ne se sont jamais pris pour des prophètes. Ils n'ont pas cru non plus que ce qui manquerait le plus à l'époque ce serait des théologiens aptes à saisir que l'insurrectionnalisme modernisé de Blanqui entraînait dans les plans émancipateurs de la providence.

Un millénarisme convenu, présent également chez certains anarchistes et écologistes radicaux, traverse ainsi tout l'ouvrage. Pas une page où des sentences implacables de la rhétorique du désastre, de la catastrophe, du désert, des destructions négatives ou salvatrices, ne viennent secouer cet être écrasé par toutes les aliénations possibles qu'est l'homme ordinaire. Bourdaloue [9], allié à l'École de Francfort, vient sermonner des créatures finalement irréelles, vouées à leur perte parce qu'elles courent directement, par exemple, acheter du fromage quand la télé en fait la publicité. Il n'est pas jusqu'aux quelques références historiques positives soulignées par l'ouvrage qui ne soient, elles aussi, hantées par l'imaginaire de la destruction. Ainsi de la Commune de 1871 dont en termes d'enseignements politiques, on doit seulement retenir que ses partisans ont su ne pas reculer devant la nécessité d'incendier, face à l'avancée des versaillais, quelques monuments et quartiers parisiens...

La perspective politique est à l'avenant. Face au délabrement en cours, il convient d'utiliser toutes les ressources de la démerde, vieille démangeaison anarchiste qui continue unilatéralement à voir dans les diverses formes de survies des résistances politiques exemplaires. Aux mensonges de l'État sur la menace des regroupements « barbares » du bas des tours - menace bonne à emporter une civilisation -, on n'oubliera pas, par exemple, d'opposer ses propres fantasmes, en soulignant notamment les aspects fraternels, subversifs, pour tout dire salvateurs, que les bandes, en regard de la solitude sociale, contiennent et propagent. Empli de la foi nécessaire aux missionnaires, « les invisibles » iront donc courir la banlieue nord de Paris pour peser l'âme de quelques « racailles » et déterminer si leur volonté d'en découdre ne serait pas l'effet d'une tiqqounnerie inconsciente [10]. Un même simplisme s'applique au projet global de libération. Feu sur les assemblées décisionnelles, leurs débats contradictoires et leurs palabres, elles qui n'ont toujours pas compris que l'apocalypse n'attend pas et que l'action prime les débats. Bref, les chefs décident ! Le blanquisme connaît le chemin et le but. Les assemblées ne sont reconnues qu'au terme d'un processus de bouleversement global pour prendre la figure d'échanges fusionnels sous les cieux transparents du tout-social émancipé, rêve de mort d'un monde immaculé n'étant plus altéré par aucune scission.

Rien d'étonnant alors que la lecture des régimes occidentaux actuels épouse une orthodoxie usée jusqu'à la corde. La démocratie se confond avec la domination oligarchique présente. Elle est ce leurre qui détourne toutes les velléités de subversion en quête de l'édification de « communes », celles-ci devant se poser miraculeusement, après nettoyage insurrectionnel, sans que l'on sache véritablement à quelle nécessité politique elles répondent et comment pourrait se marquer leurs institutionnalisations [11].

Politiquement, la révolte est, à la finale, le moyen et le but. Jamais toutefois, en elles-mêmes, les révoltes n'ont transformé un monde. Privées, par nature, de débouchés politiques globaux, les révoltes sont attachées structurellement au monde qui les a fait naître et dont elles ne contestent que les points d'injustice les plus criants. Le temps des servitudes, en son cours régulier, se partage entre l'ordre de la domination et le désordre des révoltes. Soulèvements contre la fiscalité de la monarchie absolutiste, révoltes liées aux disettes et famines, rebellions contre l'arbitraire seigneurial et les privilèges aristocratiques, sont, par exemple, attachés à l'Ancien Régime comme la puce l'est au chien. En outre, les révoltes peuvent toujours se diriger aisément vers des terres politiques dont l'existence n'est nullement soupçonnée par leurs propagandistes.

L'État, quant à lui, en Grèce ou ailleurs, ne l'ignore pas. Certes, aucune contestation d'ampleur ne saurait surgir sans un puissant sentiment de révolte et d'injustice, ce qu'illustre parfaitement le brasier grec du mois de décembre dernier. Mais si la colère de la jeunesse grecque a impressionné, si elle a pu également occasionner en France quelques soucis au sommet qui a craint la contagion à la faveur des manifestations lycéennes et de la crise économique, nulle part n'a été évoqué l'attitude de l'État devant un type de contestation que l'on croyait, en Europe, disparu depuis plus de trente ans. La réalité est que l'État grec n'a pas bougé. La légitimité du gouvernement en place étant déjà morte, il lui a suffi d'attendre que s'épanche une colère dont il n'ignorait pas, malgré quelques velléités spectaculaires ici et là, qu'elle ne remettait en cause ni la nature du régime ni les fondements centraux de son existence. Et si les partisans de « l'insurrectionnalisme » ont l'air de savoir mieux que quiconque que révolte et colère n'attendent pas, ils ignorent toujours qu'un contexte historique ne se commande pas à l'oeil ; que l'on ne peut toujours pas, pour ainsi dire, le sommer de s'aligner sur ses désirs de voir survenir l'ultime tabula rasa. Croire que toutes les consciences sont aujourd'hui chargées de dynamite pour que la plus légère commotion suffise pour en déterminer l'explosion relève de la myopie politique. « La situation est excellente [12]. » Non. Le pouvoir n'est pas aux abois, encore moins au bord du vide. Et c'est précisément parce que tout atteste, qu'en haut, l'on peut encore beaucoup, et, qu'en bas, beaucoup semblent en vouloir encore, qu'une affaire comme celle de Tarnac peut exister. On pourra toujours le déplorer, mais ce qui est en jeu politiquement est du ressort de la lucidité, non du sentiment [13].

Salué par certains comme l'ouvrage explorant les possibilités pratiques de l'époque, L'Insurrection qui vient, loin d'avoir trouvé dans l'épisode grec confirmation de ses prédications, est ainsi ramené brutalement aujourd'hui aux impasses connues du blanquisme et de sa foi en la valeur politique absolue du soulèvement.

La cécité politique des « invisibles » et la grossièreté de l'État ne semblaient pas toutefois suffire au comique de la farce. Il y manquait encore le rôle des éternels laquais faisant, par la porte de service, une entrée fracassante. Difficile en effet d'être plus caricatural que les journalistes et certains intellectuels lorsque, après avoir entonné la chanson du décervelage des Palotins de l'Intérieur, ils présentèrent, toute honte bue, le groupe des inculpés comme les modèles d'un conte rousseauiste ayant épousé le quotidien de bénédictins tout à leur bêchage méditatif ?

Certes, lorsque l'on connaît le temps d'investigation accordé à l'ignorance et à la domesticité journalistiques pour vendre de la feuille, on ne s'étonnera pas que la dictée préparée par le Parquet à l'issue des gardes à vues ait trouvé si bon accueil. Dans ce registre, le plus assuré reste l'incontournable Christophe Bourseiller et sa frimousse de « Petit ours brun », aussi à l'aise quand il joue le doulos médiatique, en tant que spécialiste autoproclamé du radicalisme de gauche, que lorsqu'il parade, en fin connaisseur des avant-gardes, pour affirmer, sans rire, que la revue Tiquun fut la digne héritière de Dada... Plus fébriles, parce que toujours prisonniers de leur nostalgie à l'égard de la position des intellectuels français d'antan, les penseurs et autres professeurs parisiens, se sont conduits, quant à eux, comme ils savent parfaitement le faire : en s'agitant partout pour masquer qu'ils ne sont, en réalité, nulle part. Premier à tirer, à charge, Michel Onfray : sorte d'envers symétrique, côté alternatif, des minauderies jouées, côté

philosophies propres, par Luc Ferry et Alain Renaut. Premier à tirer, mais premier à rengainer lorsqu'il réalisa qu'il avait pris la balle dans le pied et que son inoffensive notoriété de penseur radical risquait d'attraper la jaunisse. Les « heideggériens de gauche [14] » ensuite, Giorgio Agamben et Jean-Luc Nancy, subitement réveillés de leurs songes métaphysiques et, pour le premier, de son extase paulinienne, découvrant certaines vertus politiques des Lumières et des fondements du droit entériné par les Républicains du XIXe siècle, toute chose à laquelle ne les avait malheureusement pas préparés politiquement leur parangon [15].

Une mention spéciale doit être accordée au tartuffe littéraire des clans branchés de la scène parisienne, Mehdi Belhaj Kacem. Non content de vendre un temps ses petits trucages littéraires aux côtés de la revue Tiqqun en y voyant le terrain d'une respiration avant-gardiste bonne à émoustiller toutes les orphelines du situationnisme chic, il se livre désormais à un éloge appuyé des tribus de la gauche heideggerienne, y décelant, aux côtés d'Althusser, de Sartre, ou de Zizek, ce que la philosophie française aurait produit politiquement de plus brillant depuis des décennies. Pour les autres, qui ont eu le tort il est vrai de s'être montrés plus lucides dans la critique de la domination totalitaire, précisément en faisant « l'appoint conceptuel de la démocratie », on est heureux d'apprendre, à l'instar du principal inculpé, qu'après tout, ils ne sont jamais que des « philosophes tout à fait secondaires [16] ». Ne pouvaient manquer à l'appel, enfin, les staliniens et trotskistes de services : Alain Badiou évidemment, dernière relique exposée avant embaumement de la châsse ; Éric Hazan ensuite, glorieux éditeur des tiqqounneries, poussant l'ardeur jusqu'à publier ce même Badiou, afin de rappeler aux ingrats et aux ingénus la valeur des pensées politiques et stratégiques de Mao. Misère [17]...

Le pompon du radicalisme échevelé revient toutefois au philosophe Alain Brossat, trop heureux de s'ériger en critique pur jus quand il pointe la mièvrerie démocratique, humaniste et bourgeoise, du soutien de ses collègues et des familles face « à la guerre civile qui fait rage et à l'imminence avérée d'un nouveau 1789 [18] ». Sa thèse, tout en béton armé, repose sur la validité générale des thèmes de L'Insurrection qui vient, ce Que faire ? moderne appuyé, non sur une stratégie léniniste de prise du pouvoir, mais sur l'appel à la désertion et à la résistance subjective, ferments d'une ingouvernabilité elle-même grosse de toutes les promesses. Brossat n'a pas cru bon d'étudier de près les effets politiques plutôt minces du stoïcisme, encore moins les contradictions d'un rêve vieux de deux siècles fortement réactivé dans les années 70. Pour lui, la ligne de défense générale adoptée par la majorité des soutiens aux prévenus devrait donc être renversée. La détérioration des caténaires se justifie pleinement, car face à « l'absence d'un peuple gréviste », et dans l'attente de « la grève générale », les martyrs de la cause doivent courir à la tâche et montrer à un prolétariat momentanément abruti les chemins du blocage libérateur. On voit aujourd'hui le résultat du calcul... N'accablons pas pour autant le soldat Brossat ; comme ses actes seront sans nul doute à hauteur de ses écrits et de ses espoirs, il ne saurait tarder à immobiliser à lui tout seul, au nom d'un sacrifice socialement utile, l'ensemble du campus de Paris-VIII.

Comme le montre l'exemple de Brossat, il ne fait pas mystère qu'un certain radicalisme, tout en ne partageant pas nécessairement les prémisses et conclusions des inculpés, se trouve surtout indigné par la forme de soutien dont ces derniers ont fait l'objet. Avec l'aide apportée par certains politiciens (Voynet, Cohn-Bendit, Mamère Braouzec, Hollande, etc.), le blasphème de la compromission guette. Tenir le point de vue radical dans sa pureté implique en effet de coupler la figure de l'Enfermé à celle d'un débordisme intraitable, posture qu'a justement occupée, sans surprise, le principal accusé. Voilà donc les protagonistes confrontés, malgré eux, à un soutien apporté par tout ce qu'ils ont le plus vomi au monde, et ce dans les termes d'une défense des règles de l'État de droit. Les contradictions qui en ressortent n'explorent désormais qu'à la tête des inculpés et de tous ceux qui, par ignorance politique et historique, ont toujours voulu ramener régimes libéraux et régimes totalitaires sur un même plan. L'antidémocratie affichée ou latente qui traverse L'Insurrection qui vient, et qui hante ses zéloteurs, leur a toujours interdit, en effet, de comprendre quoi que ce soit à la démocratie qu'ils assimilent, non sans mauvaise foi, aux actuels régimes oligarchiques occidentaux. Aidée de l'instrument du « droit bourgeois », elle serait ce piège qui, neutralisant

l'avènement de « l'égalité réelle », écarte les couches dominées de la quête d'une fusion du social et du politique, d'où, en définitive, le second doit disparaître.

Mais la démocratie n'est pas née avec l'avènement de la bourgeoisie et du capitalisme. Elle possède une histoire plus ancienne, jalonnée de manière spontanée et sauvage, non par des interventions d'État, mais par la volonté des dominés d'accéder, à leur tour, à une véritable vie publique. Depuis la Révolution française, les plus hauts membres de la bourgeoisie et du monde politique ont ainsi tout fait pour freiner ce désir démocratique dans lequel ils ont vu, et voient encore, une menace aussi grande que la remise en cause des rapports sociaux instaurés par le capitalisme. Aussi, pas plus que les régimes politiques ne sont la pure expression d'un rapport de classes, les nouvelles règles institutionnelles et juridiques instaurées par les révolutionnaires du XVIIIe siècle ne sauraient se réduire à un leurre destiné à maintenir dans les fers les classes inférieures. La victoire des Lumières sur les principes du droit divin, l'égalité de la loi substituée aux principes hiérarchiques et coutumiers, le rejet de toute autorité transcendante dans l'organisation des affaires humaines, la proclamation de droits naturels imprescriptibles de l'homme en matière de libertés individuelles, de conscience, de presse, de circulation constituent l'un des plus grand effort d'émancipation qu'ait pu connaître à ce jour l'humanité. Les libéraux se sont certes attachés immédiatement à restreindre la portée pratique de ces principes, en séparant notamment citoyens actifs et passifs. Marx, à raison, a pu aussi souligner le décalage complet entre la réalité ouvrière d'alors, totalement désolée, et l'esprit général de ces doctrines [19]. Toutefois, les bases universelles d'une égalité politique et juridique travaillaient maintenant une société qui n'a pas cessé, depuis lors, de les prendre au mot. Durant tout le XIXe siècle, en Europe, sous la poussée irrésistible d'une exigence démocratique, l'idée de faire entrer dans la réalité les principes de droit inaugurés en 1789 - et par conséquent la possibilité d'en conquérir de nouveaux -, fut ainsi autrement plus active que l'image du communisme. En Europe de l'Est, un siècle plus tard, la redécouverte et la réaffirmation de ces mêmes droits face aux mensonges sanglants du stalinisme a eu raison de manière définitive de sa légitimité.

On pourra toujours invoquer, et à propos, les violations courantes du droit, les ruses et les mensonges réguliers de la domination, reste que les régimes occidentaux reposent quant à eux, pour l'instant encore, sur l'esprit des doctrines juridiques proclamées lors des révolutions américaine et française. C'est la raison pour laquelle le déni méprisant de ces principes, au centre des fantasmes de l'insurrectionnalisme et de son extase pour chaque proclamation de violence abstraite, épouse, sans même s'en apercevoir, les haines sécuritaires des entreprises étatiques actuelles. Mais n'était-ce pas trop demander aux héritiers des sarcasmes marxistes et anarchistes sur la vacuité des « droits bourgeois » de saisir que tout pouvoir désireux d'instaurer aujourd'hui un contrôle renforcé, voire total, doit, de façon prioritaire, supprimer ou vider de toute substance les principes philosophiques et juridiques promus par les Lumières ? Pour préserver la puissance impérialiste des États-Unis et défaire le rapport de force qui s'était constitué à la faveur des années 60, la contre-offensive politique et morale lancée par les néo-conservateurs américains n'a visé à rien d'autre. En France, aux fins d'abattre toute barrière juridique et institutionnelle contraire aux objectifs de ses intérêts immédiats, l'État rêvé du petit caporal de Neuilly escompte un succès comparable. L'affaire de Tarnac, après bien d'autres inculpations toutes aussi arbitraires, quoique moins médiatisées parce que faisant l'ordinaire des exils banlieusards, des protestations lycéennes et des rafles de sans papiers, ne fait qu'illustrer à nouveau ce processus dément. À l'indifférence publique que connaissent les régimes occidentaux, on n'oppose pas pour autant l'épuisement d'idéologies traversées de part en part d'attentes eschatologiques. C'est toujours ne pas vouloir comprendre que la Révolution française, marquant l'étape finale d'un temps où la croyance religieuse cessait d'être politique, nous entrons désormais, suite au désastre des idéologies révolutionnaires dominantes, en un temps où la croyance politique cesse d'être religieuse. Là se trouve le socle véritable d'une défense moderne des Lumières : non pas la reprise naïve d'un progrès historique de la raison à travers un chemin linéaire, mais l'absolue nécessité de se déprendre de toute idéologie. Si mouvement d'ampleur il doit y avoir, à la faveur du chaos économique ou de toute autre conjoncture, ni les tenants de l'avant-gardisme ni les prophètes de l'apocalypse, encore moins l'État, son colosse bureaucratique et ses experts stipendiés, ne seront en mesure de déterminer où, quand et comment elle se produira. La banalité de ce constat ne sera pas non plus tournée par l'obsession de la question de l'organisation chez les « invisibles », obsession qui ne peut exister que parce que l'on est assuré ici que « la » révolution se fera dans l'heure et que la dernière limite qu'elle puisse encore rencontrer dépend des solutions à apporter à des problèmes d'ordre tactique et technique. Il existe bien une dialectique complexe entre spontanéité et nécessité

d'organisation dont Mai 68, pour ne citer que le dernier grand mouvement de contestation historique, a dû régler rapidement les frais. Reste que la Bastille ne fut pas prise sur ordre, et que les révolutions de 1830 et 1848 n'ont suivie aucun plan préconçu ; la Ière Internationale n'a pas ordonné en 1871 la prise des canons de la butte Montmartre ; Février 1917 n'est pas le fruit d'un complot bolchevick ; Mai 68, enfin, n'est pas une opération militaire déclenchée par Guy Debord depuis un comptoir du Quartier latin. Il n'existe ni voie royale ni terrain de lutte privilégié par où une révolution prendrait un aller direct vers les paradis escomptés. Aucun express ne nous emmènera vers la félicité.

Ce que l'on peut savoir, par contre, c'est que toute révolution qui n'inscrirait pas son combat dans l'horizon démocratique dessiné par la modernité en foulant aux pieds les libertés élémentaires conquises en 1789 au nom de l'individu commencerait, d'emblée, par dévorer ses propres enfants. La défense de ces principes ne saurait toutefois se confondre pour nous avec ce qui fait le fond commun des argumentaires libéraux pour justifier la valeur indépassable des « démocraties représentatives » face aux dominations tyranniques et totalitaires. La pauvreté de la pensée politique libérale réside précisément dans la confusion permanente qu'elle opère entre champ juridique et vie politique, le respect du premier assurant intégralement les libertés collectives visées par la seconde. Il n'est aucunement besoin d'aller très loin pour comprendre que la reconnaissance indispensable des libertés individuelles s'accorde aisément avec l'absence, pour une écrasante majorité, de toute vie politique concrète. Notre attachement à la démocratie directe ne relève pas plus d'une certitude métaphysique qu'elle ne dérive d'un quelconque déterminisme historique. Si l'aspiration démocratique hante la modernité occidentale comme un spectre chaque fois exorcisé, elle ne désigne qu'un horizon politique parmi d'autres ; et, jusqu'à présent, rien dans l'histoire, n'a interdit aux pouvoirs d'État, devant une telle menace, de recourir aux expédients les plus terribles. La légitimité du régime démocratique ne doit donc pas grand-chose à l'examen moral de son essence en tant que plus mauvais ou meilleur système. En termes de stricts intérêts institutionnels et sociaux, la démocratie s'offre avant tout aux dominés comme le cadre politique garantissant à tous un accès égalitaire à la vie publique. C'est par ce côté que l'espoir libéral d'un bonheur social cantonné aux sphères privée et professionnelle, celui « de la jouissance paisible de la seule indépendance privée » selon Constant, ne cesse plus de s'épuiser. Séparée de tous liens d'avec une liberté publique entière, l'assurance du bonheur privé est devenue en effet la prison existentielle des modernes. Ces derniers, soumis à un affairement continu, par mépris de la condition première de l'homme (le fameux animal politique d'Aristote), et par abandon de leur souveraineté, entretiennent malgré eux les bases d'une servitude qui ne fait qu'accumuler dégoûts, peurs et ressentiments.

Quel que soit le système social et économique en place, une vie démocratique digne de ce nom sera donc toujours un temps arraché aux contraintes de la vie privée et de la production. Réduire le plus possible, comme l'énonçait le Marx du Capital, les moments de survie de ces contraintes au profit d'un temps collectif émancipé, demeure l'enjeu central de l'époque. Certes, à sa manière, le capitalisme s'en charge ; avec toutefois ce résultat aujourd'hui catastrophique de voir un lumpenprolétariat condamné aux loisirs forcés d'un chômage plein ou partiel, chronique, cependant que tous les autres, dont les professions ont été transformées en machines démentes à faire de l'argent, sont réduits sans relâche à l'esclavage d'un travail accablant - jusqu'à ce qu'ils s'écroulent à la tâche comme les bêtes de somme tombent sous leur fardeau. Obtenir le bénéfice, pour tous, de l'oisiveté du temps politique - jusqu'alors apanage aristocratique -, et se débarrasser de la charogne divine dont les effluves n'ont pas cessé d'empuantir l'atmosphère des deux derniers siècles : dans le lourd héritage occidental, entre Athènes et Jérusalem, entre raison et révélation, notre choix est sans équivoque. Que, pour une fois, ce soit la première qui vienne se rappeler de sa grandeur laisse peut-être présager quelques espoirs plus prometteurs.

La Guerre de la liberté

[1] Voir note 15.

[2] En considérant ici qu'il existerait une séparation des pouvoirs idéale, mais évidemment inexistante, entre le politique et le judiciaire.

[3] Criminologue. Partisan, en matière sécuritaire, de la « tolérance-zéro » américaine et des coups de triques. Après avoir découvert L'Insurrection qui vient, il rédige une note sur l'ouvrage à l'attention des plus hauts services de police.

[4] Propos tenu par le principal inculpé dans un entretien au journal Le Monde paru le 25 mai 2009. L'éditeur Eric Hazan estime pour sa part que « l'État péterait de trouille ».

[5] L'opération de dénonciation policière et médiatique de l'agissement suspect de « l'ultragauche » débute dès juin 2007

[6] Pour un portrait et un résumé historique des pensées et actes de ce millénariste juif, voir les ouvrages de G. Sholem, Les Grands Courants de la mystique juive ; Sabbataï Tsevi : le messie mystique ; enfin, Le Messianisme juif : essais sur la spiritualité du judaïsme. Voir également : Avant-garde et mission : [la tiqqounerie](#) sur le site www.laquerredelaliberte.org.

[7] La retape exigeant quelques retouches, cette « terreur » ne devait plus être qualifiée « d'extrême », mais « d'ultra », histoire d'insister sur le fait que la nouvelle marchandise, façon tube de dentifrice, surpasserait de loin l'ancien produit...

[8] Entretien au journal Le Monde du 25 mai 2009.

[9] Le plus célèbre prédicateur de cour, avec Bossuet, du XVIIe siècle.

[10] Voir l'article du Monde daté du 16 juin 2009, « Villiers le Bel au bord de l'implosion »

[11] Il y a des questions touchant à la fondation du politique et au pouvoir, posées par Machiavel, que ni Blanqui ni ses avatars léninistes, n'ont intérêt à examiner de manière sérieuse.

[12] Entretien du principal inculpé au Monde du 25 mai 2009.

[13] À cette heure, seul le pouvoir iranien peut légitimement se faire du souci. La contestation de la théocratie iranienne est toujours des meilleurs effets pour ceux qui n'ont pas renoncé au combat contre « l'infâme ». Michel Foucault, qui a pu voir dans le catéchisme de Khomeiny une chose que « ...l'Occident avait oublié depuis la Renaissance et les grandes crises de la chrétienté, c'est-à-dire, la possibilité d'une spiritualité politique... » doit se retourner dans sa tombe. Mais qui ignore que l'aura dont jouit l'analyste pointilleux du contrôle disciplinaire sur toute une partie de la gauche est exactement proportionnelle à la nullité de ses jugements politiques ?

[14] « L'heideggérien de gauche » est une espèce unique, observée, depuis Sartre, uniquement en France. Dans le reste du monde, soit il suscite une admiration sans faille, soit il apparaît comme une bizarrerie contre-nature, insaisissable dans tous les cas...

[15] Avec la fondation du Comité pour l'abrogation des lois antiterroristes (Calas), Agamben le paulinien est à présent en pleine ivresse voltairienne. En philosophie, les mélanges peuvent être nombreux et détonants, mais la conclusion politique, quant à elle, est plus souvent prosaïque : comme pour Foucault, cela finit souvent avec une sale gueule de bois ...

[16] Entretien au Nouvel observateur du 27 mai 2009.

[17] Alain Badiou, Mao. De la pratique et de la contradiction. Éditions La Fabrique

[18] Alain Brossat, Tous Coupat, tous coupables. Quant au « 1789 avéré » : par qui ? Imminent : à quelle heure ?

[19] Toutefois, contrairement à ces épigones futurs, il a toujours manifesté une grande sympathie envers l'oeuvre de la Révolution française, y voyant le prélude nécessaire à toute révolution socialiste, et jugeant, par exemple, ses apports en matière de libertés comme des acquis permanents.